

**Bureau Veritas Exploitation SAS**

PESSAC  
BAT A  
30 avenue Gustave Eiffel  
33600 PESSAC France  
Téléphone : 05 57 96 24 00  
Mail : elien.bernard@bureauveritas.com

**A l'attention de BONNIN Patrick**

DIR INTERDEP ROUTES ATLANTIQUE  
19 ALLEE DES PINS  
33073 BORDEAUX CEDEX

**Rapport de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante à intégrer au Dossier Technique Amiante**

Article R1334-18 du Code de la Santé Publique, Norme NF X 46-020 du 5 août 2017



**Date(s) du repérage :** le 22/05/2024

**Nom du site :** Salle de réunion

**Immeuble bâti objet du repérage :**

Salle de réunion  
206 av du docteur Schinazzi  
33000 BORDEAUX

**Numéro d'affaire :** 22052194

**Référence du rapport :** 22052194/S19.10.3.R

**Rédigé le :** 24/07/2024

**Par l'opérateur de repérage :** Elien BERNARD

**Date de la commande :** 29/04/2024

**Certification de compétence :** Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par ICert Parc d'affaires, Espace Performance - Bât K - 35760 St-Grégoire Certificat n° CPDI3945

	Date de début de validité	Date de fin de validité
Amiante sans mention	18/04/2022	17/04/2029
Amiante avec mention	18/04/2022	17/04/2029



Ce rapport contient **22** pages y compris les annexes et ne peut être reproduit qu'intégralement .

**Signature du rédacteur :**

BUREAU VERITAS EXPLOITATION  
Céline Bensol - Bâtiment A  
30 avenue Gustave Eiffel  
33600 PESSAC  
Siret 790 184 675 01324

# SOMMAIRE

<b>1. CONCLUSIONS.....</b>	<b>3</b>
1.1. Matériaux et produits contenant de l'amiante.....	3
1.2. Obligation d'information.....	3
1.3. Recommandations réglementaires pour les produits et matériaux de la liste B.....	3
1.4. Eléments d'information.....	3
<b>2. INFORMATIONS GENERALES.....</b>	<b>5</b>
2.1. Immeuble bâti objet de la mission.....	5
2.2. Intervenants.....	5
2.3. Opérateur(s) de repérage.....	5
<b>3. DESCRIPTION DE LA MISSION DE REPERAGE.....</b>	<b>6</b>
3.1. Textes réglementaires.....	6
3.2. Programme de repérage.....	6
3.3. Méthodologie de la mission.....	7
3.4. Limites de la mission.....	7
<b>4. CONDITIONS DE REALISATION DU REPERAGE.....</b>	<b>9</b>
4.1. Documents remis par le donneur d'ordre ou disponibles lors de la visite.....	9
4.2. Conditions de visite.....	9
<b>5. RESULTATS DETAILLES DU REPERAGE.....</b>	<b>9</b>
5.1. Résultats détaillés.....	9
<b>6. ANNEXES.....</b>	<b>11</b>
6.1. Parties d'immeuble bâti visitées.....	11
6.2. Croquis de repérage.....	12
6.3. Photos.....	15
6.4. Grilles d'évaluation de l'état de conservation des matériaux de la liste B.....	16
6.5. Attestation d'assurance.....	20
6.6. Certificat de compétence.....	22

## 1. CONCLUSIONS

**Dans le cadre de la mission objet du présent rapport, il a été repéré des matériaux et produits contenant de l'amiante.**

### 1.1. Matériaux et produits contenant de l'amiante

Matériaux ou produits de la liste B contenant de l'amiante				
Localisation	Composant	Matériau ou produit	Description	Résultat de l'évaluation de l'état de conservation
RDC / Salle 1	Plafond	Enduit projeté	lissé, clair(e)	EP
RDC / Salle 2	Plafond	Enduit projeté	lissé, clair(e)	AC1
RDC / Salle 3	Plafond	Enduit projeté	lissé, clair(e)	EP
Extérieur / Façades	Bardage	Plaque plane	fibre-ciment	EP
Extérieur / Toiture	Couverture	Plaque ondulée	fibre-ciment	EP

### 1.2. Obligation d'information

**Dans tous les cas, et sans préjudice des autres dispositions réglementaires applicables, il est nécessaire d'avertir de la présence d'amiante toute personne pouvant intervenir sur ou à proximité des matériaux et produits concernés ou de ceux les recouvrant ou les protégeant.**

### 1.3. Recommandations réglementaires pour les produits et matériaux de la liste B

**Il est recommandé au propriétaire de faire procéder à :**

**Pour les produits et matériaux ayant obtenu la recommandation *évaluation périodique (EP)* :**

Le(s) matériau(x) ou produit(s) concerné(s) contenant de l'amiante et l'étendue des dégradations qu'il(s) présente(nt) et l'évaluation du risque de dégradation ne conduisent pas à conclure à la nécessité d'une action de protection immédiate sur le(s) matériau(x) ou produit(s). Cette évaluation périodique consiste à :

- a) contrôler périodiquement que l'état de dégradation des matériaux et produits concernés ne s'aggrave pas, et, le(s) cas échéant, que leur protection demeure en bon état de conservation ;
- b) rechercher, le(s) cas échéant, les causes de dégradation et prendre les mesures appropriées pour les supprimer.

**Pour les zones homogènes ayant obtenu la recommandation «action corrective de premier niveau (AC1)»**

Le(s) matériau(x) ou produit(s) concerné(s) contenant de l'amiante et l'étendue des dégradations qu'il(s) présente(nt) et l'évaluation du risque de dégradation conduisent à conclure à la nécessité d'une action de remise en état limitée au remplacement, au recouvrement ou à la protection des seuls éléments dégradés. Cette action corrective de premier niveau consiste à :

- a) rechercher les causes de la dégradation et définir les mesures correctives appropriées pour les supprimer ;
- b) procéder à la mise en œuvre de ces mesures correctives afin d'éviter toute nouvelle dégradation et, dans l'attente, prendre les mesures de protection appropriées afin de limiter le risque de dispersion des fibres d'amiante ;
- c) veiller à ce que les modifications apportées ne soient pas de nature à aggraver l'état des autres matériaux et produits contenant de l'amiante restant accessibles dans la même zone ;
- d) contrôler périodiquement que les autres matériaux et produits restant accessibles, ainsi que, le(s) cas échéant, leur protection, demeurent en bon état de conservation.

**Obligation en cas de travaux de retrait ou de confinement et avant toute restitution des locaux traités :**

Obligation du propriétaire de faire réaliser un examen visuel de l'état des surfaces traitées par un opérateur de repérage répondant aux conditions de l'article L. 271-6 du Code de la Construction et de l'Habitation.

Il fait également procéder à une mesure du niveau d'empoussièrement dans l'air à l'issue du déconfinement qui doit être inférieur ou égal à cinq fibres par litre.

### 1.4. Eléments d'information

Les maladies liées à l'amiante sont provoquées par l'inhalation des fibres. Toutes les variétés d'amiante sont classées comme substances cancérigènes avérées pour l'homme. L'inhalation de fibres d'amiante est à l'origine de cancers (mésothéliomes, cancers broncho-pulmonaires) et d'autres pathologies non cancéreuses (épanchements pleuraux, plaques

pleurales).

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à l'amiante. Elle doit être complétée par la définition et la mise en œuvre de mesures de gestion adaptées et proportionnées pour limiter l'exposition des occupants présents temporairement ou de façon permanente dans l'immeuble. L'information des occupants présents temporairement ou de façon permanente est un préalable essentiel à la prévention du risque d'exposition à l'amiante.

Il convient donc de veiller au maintien du bon état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante afin de remédier au plus tôt aux situations d'usure anormale ou de dégradation.

Il conviendra de limiter autant que possible les interventions sur les matériaux et produits contenant de l'amiante qui ont été repérés et de faire appel aux professionnels qualifiés, notamment dans le cas de retrait ou de confinement de ce type de matériau ou produit.

Enfin, les déchets contenant de l'amiante doivent être éliminés dans des conditions strictes. Renseignez-vous auprès de votre mairie ou de votre préfecture. Pour connaître les centres d'élimination près de chez vous, consultez la base de données « déchets » gérée par l'ADEME, directement accessible sur le site internet [www.sinoe.org](http://www.sinoe.org).

## 2. INFORMATIONS GENERALES

### 2.1. Immeuble bâti objet de la mission

**Adresse:** Salle de réunion  
206 av du docteur Schinazzi  
33000 BORDEAUX

Bâtiment	Fonction principale	Classement	Date du permis de construire ou année de construction	Année de réhabilitation ou description des modifications :
Salle de réunion	Bureaux	Immeuble de travail <= 300 personnes	Sans informations fournies par le donneur d'ordre, la date d'obtention du permis de construire est présumée être inférieure au 1 juillet 1997	non communiqué

Le repérage porte exclusivement sur les parties de bâtiments et les locaux dont la liste est détaillée en annexe  
Parties d'immeubles bâti visitées

### 2.2. Intervenants

Partie prenante	Société	Adresse	Coordonnées
Commanditaire du repérage	DIR INTERDEP ROUTES ATLANTIQUE Patrick BONNIN	19 ALLEE DES PINS 33073 BORDEAUX CEDEX	0557819108 0557819108 patrick.bonnin@developpement-durable.gouv.fr
Propriétaire	DIR INTERDEP ROUTES ATLANTIQUE	19 ALLEE DES PINS 33073 BORDEAUX CEDEX	/
Accompagnateur	DIR INTERDEP ROUTES ATLANTIQUE Patrick BONNIN	19 ALLEE DES PINS 33073 BORDEAUX CEDEX	0557819108 patrick.bonnin@developpement-durable.gouv.fr

### 2.3. Opérateur(s) de repérage

Société	Nom	Organisme de certification	N° de certification*	Date d'obtention de la certification	Date de validité de la certification
BUREAU VERITAS EXPLOITATION 79018467500508	Elien BERNARD	ICert	CPDI3945	18/04/2022	17/04/2029

### 3. DESCRIPTION DE LA MISSION DE REPERAGE

Ce rapport est établi dans le cadre du repérage des matériaux et produits des listes A et B de l'annexe 13-9 du Code de la Santé Publique, en vue de la constitution du Dossier Technique Amiante.

#### 3.1. Textes réglementaires

Code de la Santé Publique : articles L1334-12-1, R1334-17, R1334-18, R1334-20, R1334-21, R1334-23, R1334-24, R1334-27 à 29, R1334-29-3, R1334-29-5, R1334-29-7 alinéas 2 et 3, annexe 13-9

Décret n° 2011-629 du 3 juin 2011 relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis

Arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage, modifié par l'arrêté du 26 juin 2013

Arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante et du risque de dégradation lié à l'environnement ainsi que le contenu du rapport de repérage, modifié par l'arrêté du 26 juin 2013

Arrêté du 1<sup>er</sup> juin 2015 relatif aux modalités de transmission au préfet des rapports de repérage des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante.

Norme NF X 46-020 du 5 août 2017 : Repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante dans les immeubles bâtis.

#### 3.2. Programme de repérage

Dans le cadre de notre mission, le programme de repérage est le suivant :

*Matériaux et produits de la liste A de l'annexe 13-9 du Code de la Santé Publique*

<b>Composant à sonder ou à vérifier</b>
Flocages
Calorifugeages
Faux plafonds

*Matériaux et produits de la liste B de l'annexe 13-9 du Code de la Santé Publique*

<b>Composant de la construction</b>	<b>Partie du composant à vérifier ou à sonder</b>
1. Parois verticales intérieures	
Murs et cloisons « en dur » et poteaux (périphériques et intérieurs).	Enduits projetés, revêtements durs (plaques menuiseries, amiantement) et entourages de poteaux (carton, amiantement, matériau sandwich, carton + plâtre), coffrage perdu.
Cloisons (légères et préfabriquées), gaines et coffres.	Enduits projetés, panneaux de cloisons.
2. Planchers et plafonds	
Plafonds, poutres et charpentes, gaines et coffres.	Enduits projetés, panneaux collés ou visés.
Planchers.	Dalles de sol.
3. Conduits, canalisations et équipements intérieurs	
Conduites de fluides (air, eau, autres fluides ...).	Conduits, enveloppes de calorifuges.
Clapets / volets coupe-feu.	Clapets, volets, rebouchage.
Portes coupe-feu.	Joints (tresse, bandes).
Vide-ordures.	Conduits.
4. Éléments extérieurs	

<b>Composant de la construction</b>	<b>Partie du composant à vérifier ou à sonder</b>
Toitures.	Plaques, ardoises, accessoires de couverture (composites, fibres-ciment), bardeaux bitumineux.
Bardages et façades légères.	Plaques, ardoises, panneaux (composites, fibre-ciment).
Conduits en toiture et façades.	Conduits en amiante-ciment : eaux pluviales, eaux usées, conduits de fumée.

### 3.3. Méthodologie de la mission

Lors de la première phase, l'opérateur de repérage recherche les matériaux et produits des listes A et B de l'annexe 13-9 du code de la santé publique accessibles sans investigation approfondie destructive.

A cette fin, il examine de façon exhaustive toutes les différentes parties de l'immeuble bâti. Il détermine les zones présentant des similitudes d'ouvrage et les zones homogènes.

Les zones présentant des similitudes d'ouvrage permettent d'optimiser les investigations à conduire en réduisant le nombre de prélèvements pour analyse.

Lorsque, dans des cas très exceptionnels qui doivent être justifiés par l'opérateur, certaines parties de l'immeuble bâti ne sont pas accessibles, l'opérateur de repérage le précise et en mentionne les motifs.

Lors de la deuxième phase, en prenant en compte les zones présentant des similitudes d'ouvrage, l'opérateur de repérage identifie et localise parmi les matériaux et produits des listes A et B de l'annexe 13-9 du code de la santé publique ceux qui contiennent de l'amiante.

A cette fin, il conclut quant à la présence d'amiante dans ces matériaux et produits, pour chacun des matériaux et produits repérés à l'issue de la première phase, en fonction des informations et des moyens dont il dispose et de sa connaissance des matériaux et produits utilisés.

En cas de doute, il détermine les matériaux et produits dont il convient de prélever et d'analyser un ou des échantillons pour pouvoir conclure quant à la présence d'amiante. Les prélèvements sont effectués sur toute l'épaisseur pour les matériaux et produits de la liste A, et sur la première couche accessible pour les produits et matériaux de la liste B. L'opérateur de repérage veille à la traçabilité des échantillons prélevés. Il transmet au laboratoire d'analyse une fiche d'accompagnement.

Conformément aux dispositions de l'article R. 1334-24 du Code de la Santé Publique, les analyses des échantillons de ces matériaux et produits sont réalisées par un organisme accrédité.

L'opérateur conclut définitivement à l'absence ou à la présence d'amiante pour chaque matériau ou produit repéré.

Pour les matériaux et produits de la liste A de l'annexe 13-9 du Code de la Santé Publique : l'opérateur de repérage précise le critère (matériau ou produit qui par nature ne contient pas d'amiante, marquage du matériau, document consulté, résultat d'analyse de matériau ou produit) qui lui a permis de conclure quant à la présence ou à l'absence d'amiante.

Pour les matériaux et produits de la liste B de l'annexe 13-9 du Code de la Santé Publique : l'opérateur de repérage précise le critère (matériau ou produit qui par nature ne contient pas d'amiante, marquage du matériau, document consulté, résultat d'analyse de matériau ou produit) qui lui a permis de conclure quant à la présence ou l'absence d'amiante.

Pour chacun des matériaux et produits repérés, en fonction de sa connaissance des matériaux et produits utilisés, il atteste, le cas échéant, de la présence d'amiante. Dans ce cas, il précise dans sa conclusion que le critère qui lui a permis de conclure est son jugement personnel.

Lors de la troisième phase, l'opérateur de repérage évalue par zone homogène l'état de conservation des matériaux ou produits des listes A et B de l'annexe 13-9 du Code de la Santé Publique contenant de l'amiante :

liste A : en application des critères des grilles d'évaluations définies en annexes de l'arrêté du 12 décembre 2012 modifié,

liste B : selon les critères de la grille d'évaluation définis en annexe de l'arrêté liste B du 12 décembre 2012 modifié.

### 3.4. Limites de la mission

Le présent repérage ne peut être utilisé que dans les limites de la présente mission.

Il n'est en aucun cas assimilable à un repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante :

avant travaux, et n'est pas adapté ni suffisant à l'évaluation du risque amiante en cas de travaux selon l'article R. 4412-97 du Code du Travail,

avant démolition, tel que défini par les articles R.1334-19 et R.1334-22 du Code de la Santé Publique, et n'est pas adapté ni suffisant à l'évaluation du risque amiante en cas de démolition.

La recherche des matériaux pouvant contenir de l'amiante (MPCA) des listes A et B de l'annexe 13-9 du Code de la Santé Publique est réalisée sur les matériaux accessibles sans sondage destructif, avec prélèvements d'échantillons selon une méthode d'échantillonnage respectant en cela les prescriptions de la norme NF X 46-020 et des arrêtés du 12 décembre 2012 modifiés relatifs aux listes A et B.

Cette recherche ne peut cependant être exhaustive compte tenu de la multitude de formes que peut prendre l'amiante et le caractère aléatoire et sporadique de son ajout aux matériaux du bâtiment. Certains MPCA des listes A et B de l'annexe 13-9

du Code de la Santé Publique peuvent donc ne pas être mis en évidence par la méthode de recherche réglementaire : détermination de zones présentant des similitudes d'ouvrage, fréquence de sondages à l'intérieur de celles-ci conformément à la norme NF X 46-020.

Il n'est ainsi pas exclu que certains MPCA des listes A et B de l'annexe 13-9 du Code de la Santé Publique non visibles et inaccessibles sans démontage particulier ou investigation approfondie destructrice puissent être mis en évidence ultérieurement lors d'opérations de travaux, de démolition ou de réhabilitation.

L'ancienneté des matériaux contenant de l'amiante, les diverses agressions qu'ils subissent, peuvent entraîner la dénaturation de ceux-ci et donner lieu à la libération spontanée de fibres d'amiante. Ainsi des fibres peuvent migrer et polluer un matériau non réputé contenir de l'amiante, se trouvant à proximité du matériau amianté. L'intervention ne prend pas en compte dans le présent repérage, cet effet de pollution éventuelle.

Les résultats antérieurs, en matière de repérage d'amiante, communiqués dans le cadre de la présente mission, sont réputés satisfaire aux exigences imposées par les textes réglementaires et normatifs.



## 4. CONDITIONS DE REALISATION DU REPERAGE

Date(s) du repérage : le 22/05/2024

### 4.1. Documents remis par le donneur d'ordre ou disponibles lors de la visite

*Rapports de repérage amiante :*

Références rapport de repérage	Date rapport	Auteur rapport	Objet du repérage	Principales conclusions
6424080/1/1/1	11/12/2016	Vincent MONTAGNON BUREAU VERITAS EXPLOITATION	Repérage avant travaux	Présence de matériau ou produit contenant de l'amiante

Les résultats antérieurs en matière de recherche d'amiante utilisés pour la réalisation du repérage, communiqués dans le cadre de la présente mission, sont réputés satisfaire aux exigences imposées par les textes en matière de diagnostics, constats et repérages amiante.

*Autres documents :*

Aucun document nous a été communiqué ou était disponible lors de la visite.

### 4.2. Conditions de visite

Absence de documents décrivant les ouvrages (plans, croquis)
Absence d'informations sur la date de délivrance du permis de construire
Absence d'informations décrivant les produits, matériaux et protections physiques mises en place

## 5. RESULTATS DETAILLES DU REPERAGE

### 5.1. Résultats détaillés

Abréviations du tableau :

*Px* = prélèvement pour analyse n°X (tous les prélèvements sont précédés d'un sondage)

*Idem Px* = produit ou matériau similaire à celui ayant fait l'objet du Px

S = sondage en complément de l'inspection visuelle

États de conservation et obligations/recommandations :

*1 = évaluation périodique du matériau ou produit dans les 36 mois*

*2 = mesure d'empoussièrement dans les 3 mois*

*3 = travaux de retrait ou de confinement achevés dans les 36 mois*

*EP = évaluation périodique*

*AC1 = action correctrice de 1<sup>er</sup> niveau*

*AC2 = action correctrice de second niveau*

*EC = État de conservation*

Localisation	Ouvrage	Matériau ou produit	Description	N° Prél.	Critère de décision	Sondage / Observation	Présence d'amiante	EC
RDC / Salle 1	Plafond	Enduit projeté	lissé, clair(e)	/	Résultat d'analyse	/	OUI	EP
RDC / Salle 2	Plafond	Enduit projeté	lissé, clair(e)	/	Résultat d'analyse	/	OUI	AC1
RDC / Salle 3	Plafond	Enduit projeté	lissé, clair(e)	/	Résultat d'analyse	/	OUI	EP
Extérieur / Façades	Bardage	Plaque plane	fibre-ciment	/	Résultat d'analyse	/	OUI	EP
Extérieur / Toiture	Couverture	Plaque ondulée	fibre-ciment	/	Jugement personnel	/	OUI	EP


## 6. ANNEXES

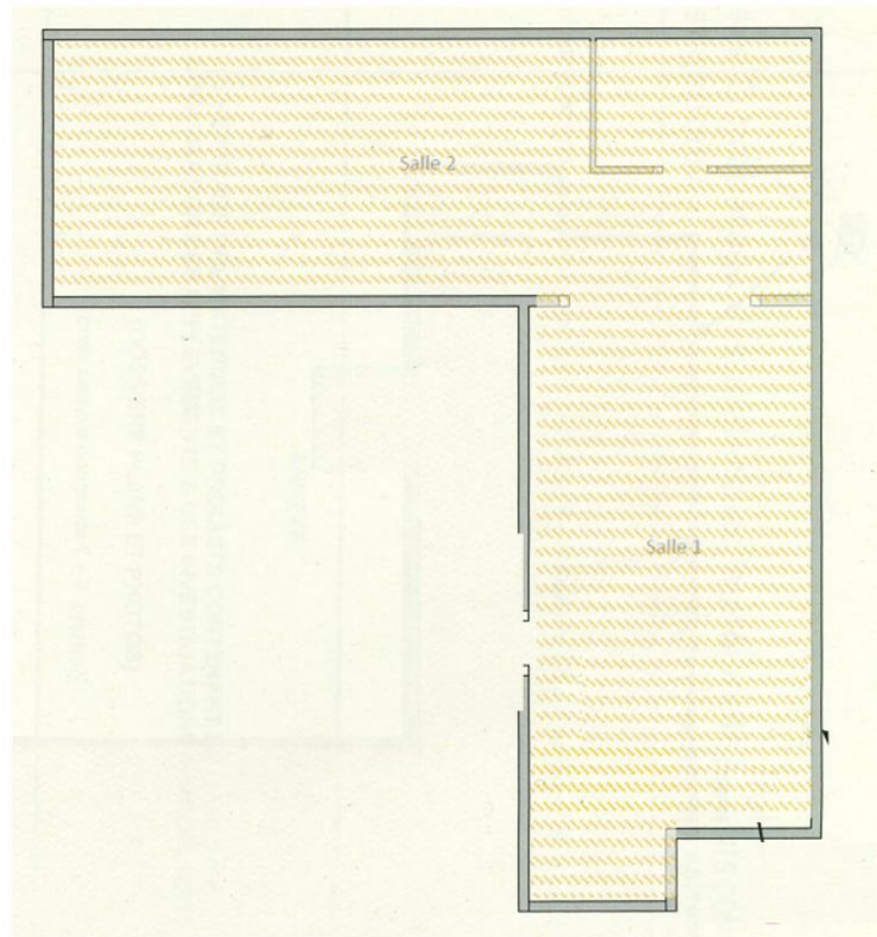
### 6.1. Parties d'immeuble bâti visitées

La liste ci-dessous présente les parties d'immeuble inspectées dans le cadre de la mission confiée à BUREAU VERITAS. Il appartient au donneur d'ordre ou à son représentant, seule personne à même d'avoir une parfaite connaissance des lieux, de signifier à BUREAU VERITAS toute omission, erreur ou incohérence éventuelle dans l'identification des locaux ou zones figurant à un titre ou à un autre dans le présent rapport.

<i><b>Localisation</b></i>	<i><b>Commentaires</b></i>
RDC / Salle 1	/
RDC / Salle 2	/
RDC / Salle 3	/
Extérieur / Façades	/
Extérieur / Toiture	/

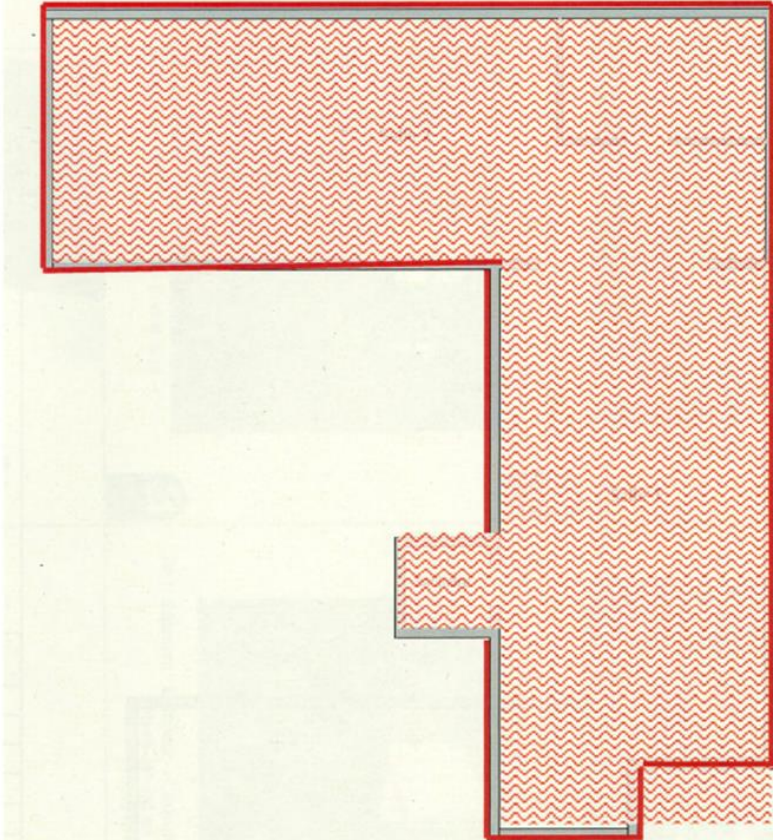
## **6.2. Croquis de repérage**

Planche de repérage technique			Légende		Situation du bien
Adresse	206 Avenue du Docteur SCHINAZZI 33000 BORDEAUX		<div><div>Px</div><div>→</div><div>Prélèvement n°X contenant de l'amiante</div></div>	<b>Matériaux et produits contenant de l'amiante :</b> <div><div></div><div>Enduit de lissage contenant de l'amiante</div></div>	
RDC	Date de visite	22/05/2024	<div><div>Px</div><div>→</div><div>Prélèvement n°X ne contenant pas d'amiante</div></div>		
	Auteur	E.BERNARD	<div><div>S</div><div>→</div><div>Sondage</div></div>		
	N° Dossier	22052194	<div><div>N V</div><div>Non visité</div><div>H Tx</div><div>Hors périmètre de repérage</div></div>		
	Planche	1/2			
Plan/Elevation	Indice	0			



<b>Planche de repérage</b> (la planche de repérage est indissociable du rapport)		
Site : Salle de réunion	Adresse : 206 av du docteur Schinazzi 33000 BORDEAUX	Localisation : RDC
Réalisé par : Elie BERNARD	N° de planche : 1 / 2	

Planche de repérage technique			Légende		Situation du bien
Adresse	206 Avenue du Docteur SCHINAZZI 33000 BORDEAUX		<div><div>Px</div> → Prélèvement n°X contenant de l'amiante</div> <div><div>Px</div> → Prélèvement n°X ne contenant pas d'amiante</div> <div><div>S</div> → Sondage</div> <div><div>N V</div> Non visité      <div>H Tx</div> Hors périmètre de repérage</div> <div><b>Matériaux et produits contenant de l'amiante :</b></div> <div><div></div> Plaques de bardage contenant de l'amiante</div> <div><div></div> Plaques ondulées de toiture contenant de l'amiante</div>		
EXT	Date de visite	22/05/2024			
	Auteur	E.BERNARD			
	N° Dossier	22052194			
	Planche	2/2			
Plan/Elevation	Indice	0			



<b>Planche de repérage</b> (la planche de repérage est indissociable du rapport)		
Site : Salle de réunion	Adresse : 206 av du docteur Schinazzi 33000 BORDEAUX	Localisation : Extérieur
Réalisé par : Elien BERNARD	N° de planche : 2 / 2	



### 6.3. Photos



Déclaré - : RDC / Salle 1 - Enduit projeté - EP- (Présence d'amiante)



Déclaré - : RDC / Salle 2 - Enduit projeté - AC1- (Présence d'amiante)



Déclaré - : Extérieur / Façades - Plaque plane - EP- (Présence d'amiante)

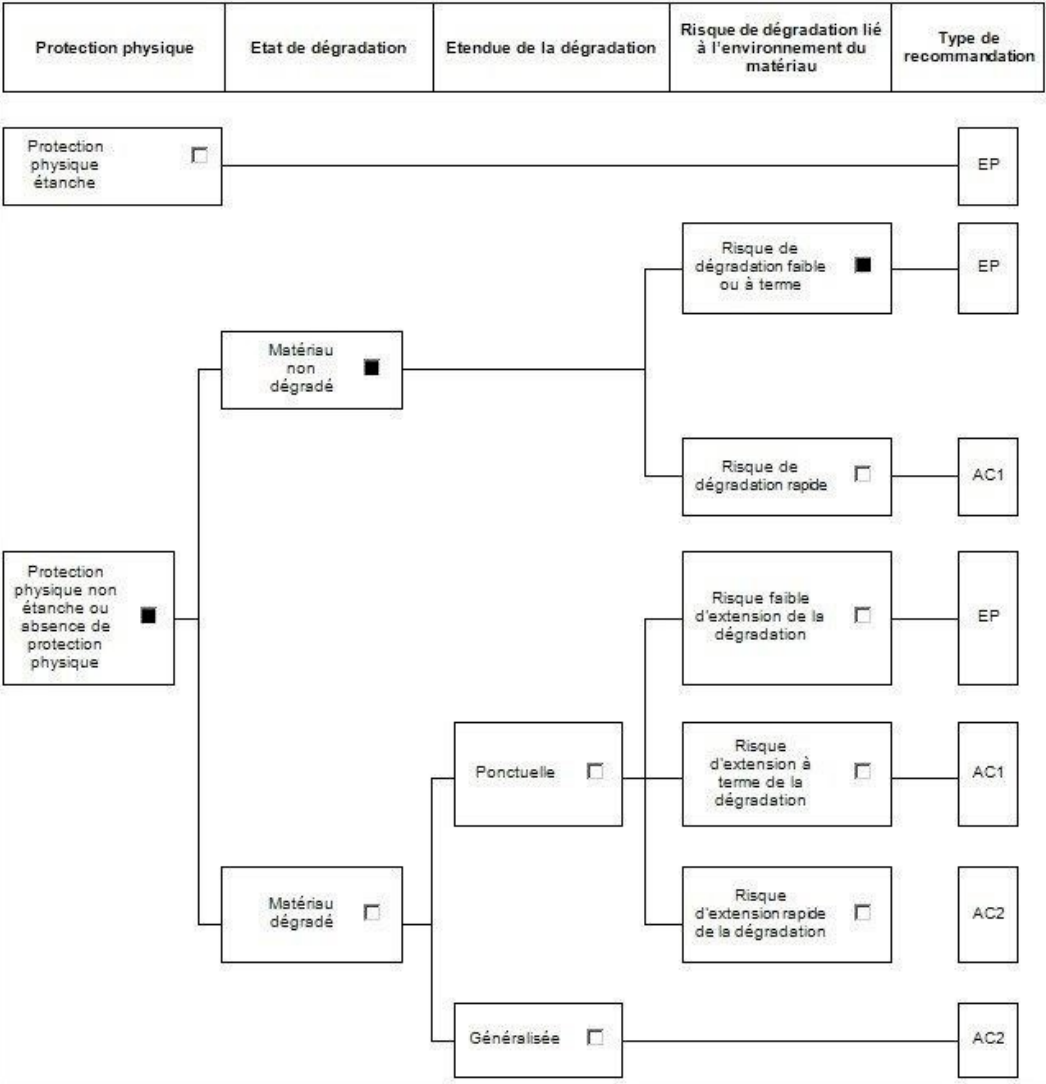


Déclaré - : Extérieur / Toiture - Plaque ondulée - EP- (Présence d'amiante)

6.4. Grilles d'évaluation de l'état de conservation des matériaux de la liste B

Grille d'évaluation de l'état de conservation de Enduit projeté	
N° de dossier	22052194/S19/10
Date de l'évaluation	22/05/2024
Bâtiment	Salle de réunion
Local ou zone homogène	RDC / Salle 1, RDC / Salle 3
Destination déclarée du local	Bureau

Résultat de la grille d'évaluation du Enduit projeté	Conclusion : en fonction des résultats
Score EP	Evaluation périodique

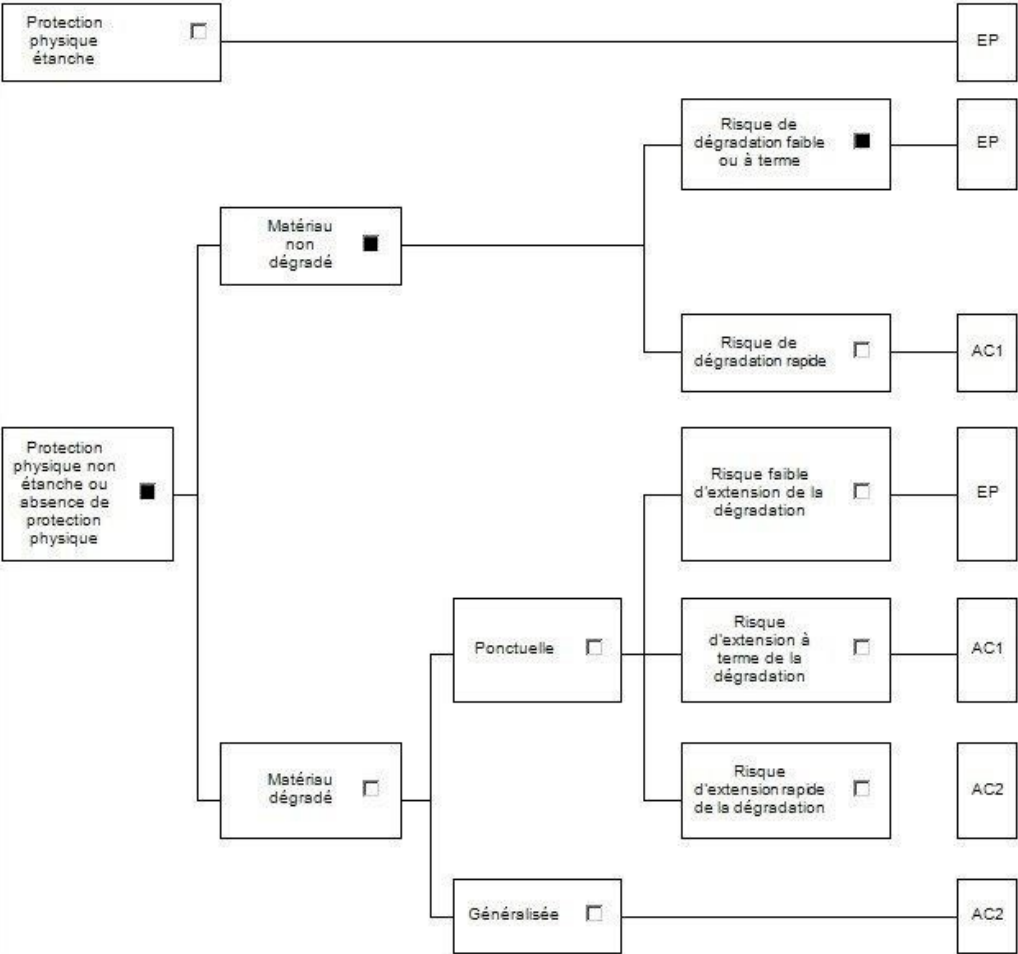




Grille d'évaluation de l'état de conservation de Plaque ondulée	
N° de dossier	22052194/S19/10
Date de l'évaluation	22/05/2024
Bâtiment	Salle de réunion
Local ou zone homogène	Extérieur / Toiture
Destination déclarée du local	Local technique

Résultat de la grille d'évaluation du Plaque ondulée	Conclusion : en fonction des résultats
Score EP	Evaluation périodique

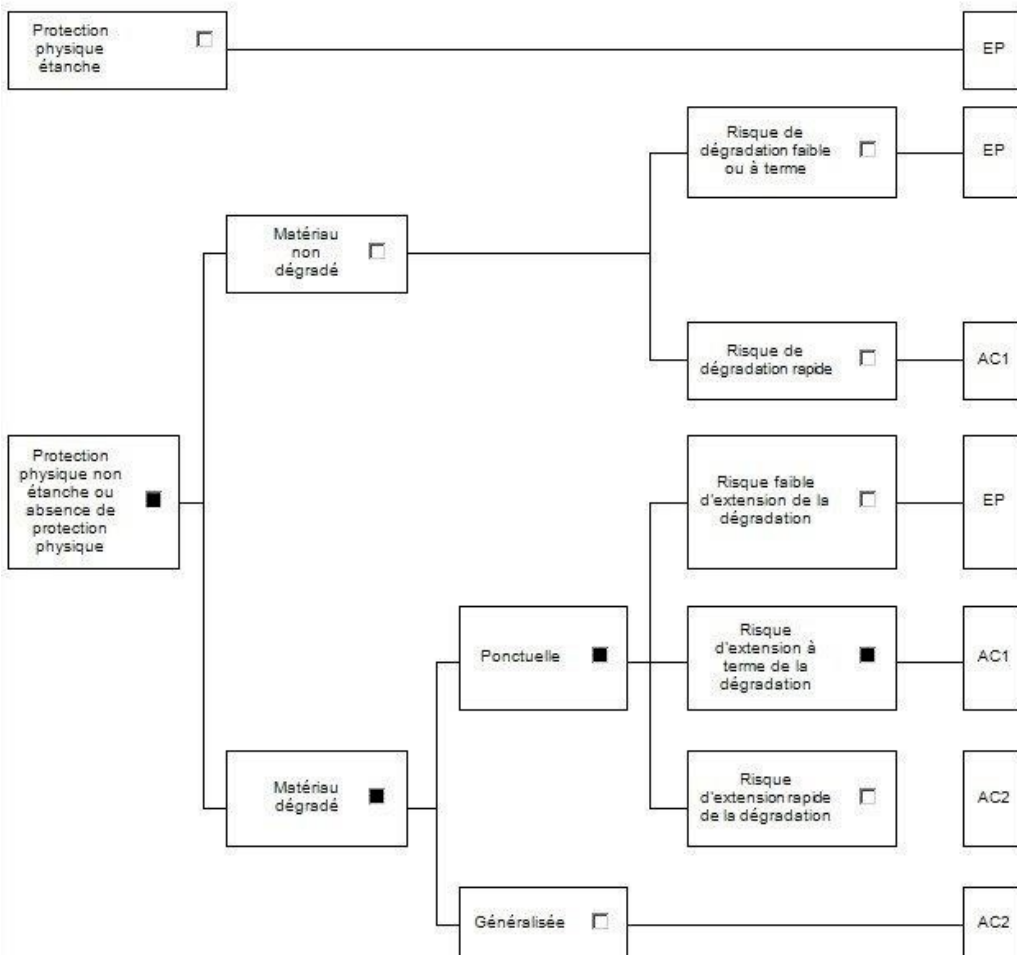
Protection physique	Etat de dégradation	Etendue de la dégradation	Risque de dégradation lié à l'environnement du matériau	Type de recommandation
---------------------	---------------------	---------------------------	---	------------------------



Grille d'évaluation de l'état de conservation de Enduit projeté	
N° de dossier	22052194/S19/10
Date de l'évaluation	22/05/2024
Bâtiment	Salle de réunion
Local ou zone homogène	RDC / Salle 2
Destination déclarée du local	Bureau

Résultat de la grille d'évaluation du Enduit projeté	Conclusion : en fonction des résultats
Score AC1	Action corrective de premier niveau

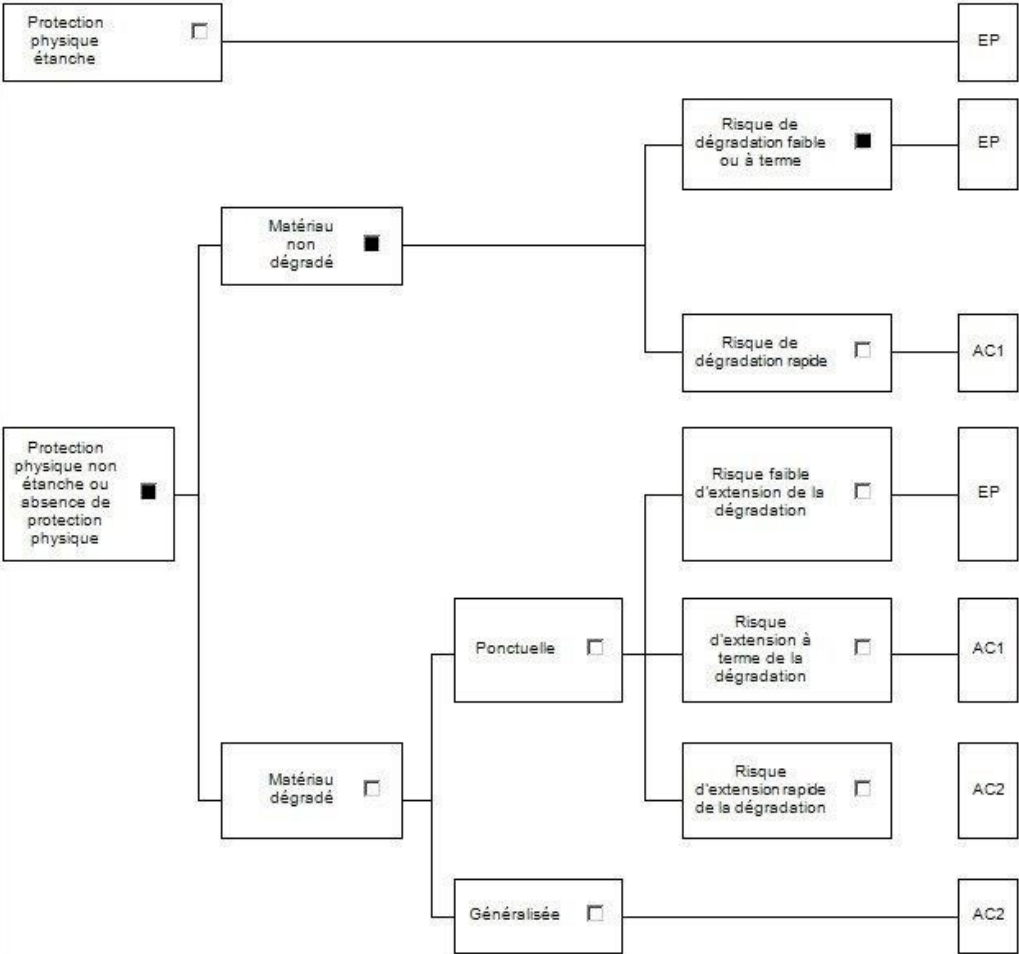
Protection physique	Etat de dégradation	Etendue de la dégradation	Risque de dégradation lié à l'environnement du matériau	Type de recommandation
---------------------	---------------------	---------------------------	---	------------------------



Grille d'évaluation de l'état de conservation de Plaque plane	
N° de dossier	22052194/S19/10
Date de l'évaluation	22/05/2024
Bâtiment	Salle de réunion
Local ou zone homogène	Extérieur / Façades
Destination déclarée du local	Local technique

Résultat de la grille d'évaluation du Plaque plane	Conclusion : en fonction des résultats
Score EP	Evaluation périodique

Protection physique	Etat de dégradation	Etendue de la dégradation	Risque de dégradation lié à l'environnement du matériau	Type de recommandation
---------------------	---------------------	---------------------------	---	------------------------



## 6.5. Attestation d'assurance



### ATTESTATION D'ASSURANCE

Nous, soussignés **MSIG Insurance Europe AG**, Succursale en France, sis 65 Rue de la Victoire – 75009 PARIS – certifions par la présente que la Société :

**BUREAU VERITAS SERVICES France SAS**  
4 Place des Saisons  
92400 Courbevoie

a souscrit auprès de notre Compagnie, pour le compte de sa filiale :

**Bureau Veritas Exploitation SAS**  
4 Place des Saisons  
92400 Courbevoie

un contrat d'assurance de **RESPONSABILITE CIVILE** portant le numéro F210.16.0414.

Ce contrat a pour objet de garantir les conséquences pécuniaires de la **RESPONSABILITE CIVILE** pouvant incomber à l'Assuré en raison des dommages corporels, matériels et immatériels causés aux tiers dans le cadre de ses activités de diagnostic immobilier et notamment :

#### 1) Diagnostic amiante

- Repérage amiante avant travaux et démolition,
- Assistance technique pour travaux de traitement de l'amiante,
- Repérage amiante pour constitution de DAPP et de DTA,
- Réalisation ou mise à jour de DAPP,
- Repérage amiante avant/après travaux ou démolition,
- Réalisation ou mise à jour du dossier amiante,
- Examen visuel après travaux de retrait et d'encapsulation,
- Mesures de la concentration des fibres d'amiante dans l'air des immeubles bâtis,
- Prélèvement et analyse d'eau afin de rechercher la présence d'amiante en suspension,
- Analyse d'échantillons prélevés par l'Assuré,
- Mesures d'exposition à l'amiante des travailleurs à leurs postes de travail,
- Vérification périodique de l'état de conservation des matériaux contenant de l'amiante dans les bâtiments,
- Repérage amiante avant-vente,
- Repérage amiante avant travaux y compris de démolition sur installations, structures ou équipement concourant à la réalisation ou la mise en œuvre d'une activité.  
Cette activité comprend également la reprise provisoire d'étanchéité en toiture.
- Diagnostic portant sur la gestion des Produits, Matériaux et des Déchets (PMD) issus de la démolition ou rénovation significative de bâtiment (Décret n° 2021-822 du 25 juin 2021), y compris le réemploi des matériaux : concernant cette dernière mission il est précisé que les garanties s'appliquent y compris lorsque la mission porte sur des démolitions ne comportant pas de déchets amiantés.

#### 2) Autres diagnostics

- Diagnostic radon bâtiments,
- Diagnostic monoxyde de carbone,
- Diagnostic accessibilité des handicapés ERP Existants,
- Diagnostic accessibilité des handicapés des voiries,
- Diagnostic de l'état de l'installation intérieure d'électricité / de gaz,
- Diagnostic de l'état des risques naturels et technologiques (ERNT),
- Diagnostic de Performances Energétiques –DPE- :
  - Location
  - Cession immobilière

MSIG Insurance Europe AG  
Succursale en France  
65 Rue de la Victoire  
75009 Paris  
Tel: +33(0)1 40 67 42 42  
Fax: +33(0)1 40 67 12 34

RCS Paris 753143882, APE 6512 Z  
Siège social: An den Dominikanern 11-27  
50668 Cologne  
Allemagne

- ERP
- Neuf
- Mise à jour du DPE,
- Diagnostic des installations d'assainissement non collectif (ANC),
- Etat relatif à la présence de termites dans le bâtiment et diagnostic mэрule (DDT),
- Etat parasitaire et diagnostic mэрule (hors DDT),
- Diagnostic Plomb avant / après travaux,
- Constat des risques d'exposition au Plomb (CREP) :
  - En cas de location / vente
  - Dans les parties communes
- Risque d'intoxication au plomb dans les peintures,
- Prélèvement et analyse de poussière et de revêtement afin de rechercher la présence de plomb,
- Etat des lieux,
- Métrages Loi Carrez/ Loi Boutin,
- Millièmes de copropriété,
- Prêts conventionnés (normes d'habitabilité),
- Sécurité piscine,
- Diagnostic technique Loi SRU,
- Diagnostic de la qualité de l'air intérieur dans les locaux d'habitation ou recevant du public.

3) Analyses et/ou prélèvements d'échantillons.

4) Conseil en performance énergétique.

5) Toutes missions connexes d'assistance technique et/ou de conseil.

6) Toutes missions d'assistance à la maîtrise d'ouvrage.

7) Toutes missions de maîtrise d'œuvre de désamiantage.

8) Concernant l'utilisation des appareils à plomb contenant des sources ionisantes l'Assureur note et précise que les garanties du contrat s'entendent y compris du fait de la détention l'usage et le transport de ces matériels, pour tous dommages causés aux tiers.

9) **Laboratoire** il est en outre précisé que pour les activités de laboratoire d'analyse d'échantillons (y compris les échantillons d'amiante) et de prélèvements d'air relatifs aux activités garanties, les garanties sont acquises notamment lors :

- De missions d'analyse d'échantillons de matériaux prélevés et identifiés par le client sous la responsabilité de BV que ces matériaux soient incorporés aux équipements du bâtiment ou aux équipements et process.
- Des missions de prélèvement sur les instructions du client et d'analyse de matériaux identiques à ceux-ci-dessus.

**La présente attestation valable du 01/01/2024 à zéro heure au 31/12/2024 à minuit, est délivrée, sous réserve du paiement de la prime d'assurance, pour servir et valoir ce que de droit et ne peut engager la Compagnie au-delà des clauses, termes et conditions du contrat auxquels elle se réfère.**

**Paris, le 5 janvier 2024**

MSIG Insurance Europe AG  
65, rue de la Victoire - 75009 Paris  
Tél : 01 40 67 42 43 - Fax : 01 40 67 12 34  
RCS Paris 753143882 - APE 6512Z

MSIG Insurance Europe AG  
Succursale en France  
65 Rue de la Victoire  
75009 Paris  
Tél: +33(0)1 40 67 42 42  
Fax: +33(0)1 40 67 12 34

RCS Paris 753143882, APE 6512 Z  
Siège social: An den Dominikanern 11-27  
50868 Cologne  
Allemagne



## 6.6. Certificat de compétence



# Certificat de compétences Diagnosticqueur Immobilier

N° CPDI 3945 Version 011

Je soussignée, Juliette JANNOT, Directrice Générale d'I.Cert, atteste que :

**Monsieur BERNARD Elie**

Est certifié(e) selon le référentiel I.Cert en vigueur (CPE DI DR 01 (cycle de 5 ans) - CPE DI DR 06 (cycle de 7 ans)), dispositif de certification de personnes réalisant des diagnostics immobiliers pour les missions suivantes :

Amiante avec mention	Amiante Avec Mention Date d'effet : 18/04/2022 - Date d'expiration : 17/04/2029
Amiante sans mention	Amiante Sans Mention Date d'effet : 18/04/2022 - Date d'expiration : 17/04/2029
Electricité	Etat de l'installation intérieure électrique Date d'effet : 07/06/2022 - Date d'expiration : 06/06/2029
Energie sans mention	Energie sans mention Date d'effet : 14/10/2020 - Date d'expiration : 13/10/2027
Gaz	Etat de l'installation intérieure gaz Date d'effet : 07/06/2022 - Date d'expiration : 06/06/2029
Plomb	Plomb : Constat du risque d'exposition au plomb Date d'effet : 05/07/2021 - Date d'expiration : 04/07/2028
Termites	Etat relatif à la présence de termites dans le bâtiment - France métropolitaine Date d'effet : 05/07/2021 - Date d'expiration : 04/07/2028

En foi de quoi ce certificat est délivré, pour valoir et servir ce que de droit.  
Edité à Saint-Grégoire, le 30/05/2022.

Arrêté du 21 novembre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs des constats de risque d'exposition au plomb, des diagnostics du risque d'inondation par le plomb des peintures ou des contrôles après travaux en présence de plomb, et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 25 juillet 2016 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérage, d'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, et d'examen visuel après travaux, dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 18 novembre 2018 relatif aux compétences des personnes physiques opérateurs de repérage, d'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, et d'examen visuel après travaux, dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 21 novembre 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérage et de diagnostic en lien avec les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 30 octobre 2008 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 14 octobre 2009 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant le diagnostic de performance énergétique ou l'attestation de mise en œuvre de la réglementation thermique, et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 6 avril 2007 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure de gaz et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 9 juillet 2008 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 2 juillet 2010 modifié définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 24 décembre 2021 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification.

**I.Cert**  
Institut de Certification

Certification de personnes  
Diagnosticqueur  
Portée disponible sur [www.icert.fr](http://www.icert.fr)

Parc d'Affaires, Espace Performance – Bât K – 35760 Saint-Grégoire

**cofrac**  
ACCREDITATION  
N° 4-0022  
PORTER  
CERTIFICATION DE PERSONNES  
[WWW.COFRAC.FR](http://WWW.COFRAC.FR)

CPE DI DR 01-06 v.11 modifié